

# Crise des banques espagnoles : comment en est-on arrivé là ?

Le Monde.fr | 29.05.2012

Par Anna Villechenon

Bankia, la quatrième banque cotée espagnole, en grande difficulté en raison de son exposition au secteur immobilier sinistré, a annoncé vendredi soir qu'elle demandait une aide à l'Etat de 19 milliards d'euros, un montant record dans l'histoire du pays. | AP/Daniel Ochoa de Olza

**Madrid s'en sortira seul. C'est du moins ce qu'a tenu à réaffirmer, lundi 28 mai, le chef du gouvernement espagnol, [Mariano Rajoy](#), à l'heure où [la crise du secteur bancaire du pays affole les investisseurs et fait chuter les Bourses](#). Au total, ce sont plus de 50 milliards d'euros que l'[Espagne](#) devra réunir pour [renflouer](#) son secteur bancaire, dont 23,5 milliards iront à la seule Bankia - quatrième banque en terme de capitalisation boursière -, qui cristallise aujourd'hui les plus vives inquiétudes.**

*"Durant une dizaine d'années, les caisses d'épargne ont fonctionné sur un mode de financement à l'anglo-saxonne, c'est-à-dire en privilégiant le commercial sur le risque", explique [Eric Delannoy](#), vice-président du cabinet de conseil en stratégie opérationnelle Weave. Elles accordaient des prêts immobiliers sans se préoccuper de la solvabilité de leurs clients. La tentation était forte d'[agir](#) ainsi, à l'époque où le BTP était facteur de croissance, d'autant plus qu'elles pensaient réussir à éponger leur capacité de financement grâce à la croissance de la bulle immobilière." Jusqu'à ce que celle-ci n'éclate en 2008 et plombe de plusieurs milliards d'euros d'actifs dits "problématiques" le bilan des banques.*

## "SOLUTION D'URGENCE"

A cette situation déjà critique s'est ajouté un facteur aggravant, selon M. Delannoy, à [savoir](#) "la relation quasi-incestueuse entre les caisses d'épargne et les régions, qui ont les ont incitées à [financer](#) de vastes programmes de logements, dans le but de développer le secteur du BTP". Se met alors en place une série de fusions de ces caisses d'épargne, à l'instar de Bankia, qui est le produit du regroupement de sept d'entre elles. Au nombre de 45 en 2008, elles ne sont aujourd'hui plus qu'une dizaine.

Le problème est que les caisses d'épargne ont fusionné sans [prendre](#) le temps d'[assainir](#) leur bilan. Pour Rémi Legrand, associé au sein du cabinet de conseil Eurogroup Consulting, "les fusions ne sont jamais une solution, ce sont des décisions prises en urgence qui ne visent qu'à [regrouper](#) des établissements mal en point, sans véritable ligne stratégique à long terme". Plusieurs années après la première vague, les rapprochements continuent pourtant - trois caisses d'épargne (Ibercaja, Liberbank et Caja3) ont encore annoncé mardi leur volonté de se [regrouper](#) -, alors même que la survie de Bankia n'est pas assurée.

Ainsi, pour M. Legrand, "la crise du secteur bancaire espagnol se limite essentiellement aux caisses d'épargne". Eric Delannoy souligne à ce [titre](#) que "d'autres grandes banques, comme BBVA ou Santander - qui ont chacune dégagé plus d'un milliard de bénéfices au premier trimestre -, se portent bien". Selon lui, "la situation est loin d'être dramatique. Certes, il y a 180 milliards d'actifs immobiliers considérés comme problématiques, mais le taux de crédits non remboursés ne dépasse pas les 7 %."

## LA LIQUIDITÉ NE MANQUE PAS

Pour [Thomas Costerg](#), économiste [Europe](#) à la Standard Chartered Bank à Londres, "le secteur bancaire espagnol souffre d'une crédibilité fortement affaiblie, en raison notamment de la multiplication des plans d'[aide](#) - chacun étant supposé être le dernier -, auxquels les investisseurs ne croient plus". Loin de se [montrer](#) alarmiste, il considère néanmoins qu'"on n'a peut-être pas encore atteint le sommet en termes d'inquiétudes sur l'[Espagne](#). D'autres mauvaises nouvelles restent à [venir](#), comme la contraction de l'économie - déjà en récession -, attendue au deuxième trimestre, qui pourrait [provoquer](#) d'autres pertes sur les prêts immobiliers, mais également en dehors de ce secteur, ainsi qu'une fuite des dépôts si la crise s'intensifie" - [comme c'est déjà le cas en Grèce](#).

Optimiste, il estime qu'"à moyen terme, les banques espagnoles ne manquent pas de liquidités, grâce à la Banque centrale européenne, qui continue de leur en [fournir](#). Quant au Fonds européen de stabilité financière, il possède assez de ressources pour [aider](#) le pays en cas de besoin" - si M. Rajoy se résignait à y [faire](#) appel. Dans ce cas cependant, "l'insuffisance de la construction européenne sur le plan bancaire - en plus des plans [politique](#) et économique, pourrait gêner la manœuvre. L'[Union européenne](#) ne dispose pas, contrairement aux [Etats-Unis](#), de système européen de garanties de dépôts ni de mécanisme type TARP, qui permet la recapitalisation des banques au niveau fédéral et non national."

## CASSER LA "PROPHÉTIE AUTO-RÉALISATRICE"

En l'absence d'aide européenne, il ne reste à Madrid que peu de marge de manœuvre. "M. Rajoy veut [montrer](#) que ses banques et son pays peuvent se [redresser](#) seuls. [Faire](#) appel à une aide européenne reviendrait pour lui à [admettre](#), ne serait-ce que symboliquement, un défaut de paiement, alors qu'il souhaite au contraire ériger l'Espagne en anti-modèle grec", relève M. Delannoy.

C'est également valable les banques espagnoles. Preuve en est, selon M. Delannoy, "leur refus de créer une 'bad bank', qui reprendrait les actifs douteux à prix cassé avant que l'Etat ne tente de les écouler". "D'autre part, souligne-t-il, il ne faut pas [oublier](#) que le pays a réduit de moitié son déficit public depuis 2009 et que son taux d'endettement sur produit intérieur brut est d'environ 60 %, quand il est de 80 % en [France](#) et de 145 % en [Grèce](#). La situation n'est donc pas aussi catastrophique qu'on veut bien le [faire croire](#) - à condition bien sûr de [casser](#) cette prophétie auto-réalisatrice qui veut que l'Espagne aille très mal, et ce pour [alimenter](#) la spéculation."